

25 THESES SUR LE CAPITALISME

Réponse à Paul Jorion, "L'après-capitalisme commence aujourd'hui"

(Le Débat n° 151)

Par François Fourquet

14/09/08

Cher Paul Jorion, la lecture de votre article du *Débat* n° 151 "L'après-capitalisme commence aujourd'hui" m'a procuré un grand plaisir intellectuel et m'a lancé un défi auquel j'ai eu envie répondre. Vous posez la question de la survie du capitalisme. La crise est planétaire, ce n'est pas une simple crise financière, c'est une crise de civilisation, plus grave que celle de 1929, qui va être rejetée dans l'ombre par le sombre éclat de la catastrophe qui s'annonce. Vous émettez deux hypothèses: une hypothèse optimiste: la crise se résorbera comme toutes les autres, après les vaches maigres le beau temps des vaches grasses reviendra; une hypothèse pessimiste: le capitalisme est incapable de s'autoréguler; il est destiné à s'effondrer, non pas pour la raison qu'invoquait Marx (la baisse tendancielle du taux de profit), mais pour d'autres raisons: le capitalisme est incapable 1° de s'autoréguler, 2° de s'auto-adapter en tirant les leçons des crises passées et 3° de prévenir le risque d'emballement dû à l'amélioration des connaissances (de plus en plus de spéculateurs grégaires font la même prévision qui, comme des moutons, les conduit irrésistiblement dans le précipice). Vous proposez qu'une réglementation judicieuse supprime ou contrôle les causes directes de la crise: la spéculation financière; la faculté pour les spéculateurs d'emprunter pour gonfler les capitaux qu'ils risquent (l'effet de levier); l'usage excessif des produits dérivés.

Toute votre argumentation repose sur une équation fondamentale: le "capitalisme" ou "système capitaliste", c'est le marché, ou, pour parler comme Polanyi, le "marché autorégulateur". Le marché n'est pas capable de s'autoréguler; il faut une intervention extérieure, celle de l'État, qui n'obéit pas à la logique marchande et impose au marché des règles pour éviter la catastrophe in extremis. Cette thèse fait problème sur le plan théorique (car, sur le plan pratique, je ne vois pas de raison de contester vos solutions, qui reposent sur votre expérience financière). Voici en pièce jointe, une mise en question intitulée "25 thèses sur le capitalisme": si l'État est, à la rigueur, extérieur au marché, il n'est pas extérieur au "capitalisme": il en fait partie intégrante.

1. Ce qu'on appelle «capitalisme» ne se réduit pas à une entité économique, c'est-à-dire à un ordre social distinct des autres ordres, un *système* économique, comme le font les marxistes, les trotskystes (Nouveau Parti Anticapitaliste), les altermondialistes (jadis anti-mondialistes); pourtant Marx, qui a inventé le "mode de production capitaliste" (un système), parlait de "société bourgeoise" ou "capitaliste": le capitalisme ou l'économie ne peuvent être séparés de la société dont ils ne sont qu'un *aspect*, et non un ordre autonome; le capitalisme comme système économique est une vue de l'esprit;

2. L'économie ne se réduit pas au marché; le capitalisme moderne (depuis les années 1920) n'est pas le marché seul, mais l'ensemble formé par les marchés, les entreprises, *et l'État*; l'historien Fernand Braudel affirme que le capitalisme des Temps Modernes ne se confond pas avec l'économie de marché; il est la partie supérieure de l'économie, où règne le monopole et non la concurrence, et située dans la zone centrale des économies-mondes (cf thèse 16);

3. Le capitalisme n'est pas pensable sans l'État; un capitalisme sans État, c'est comme un sourire sans chat; on ne peut même pas parler de "symbiose" comme s'il s'agissait de deux entités distinctes, l'une économique et l'autre politique, qui se seraient formées séparément et auraient passé une alliance ou décidé de vivre ensemble; il y a inhérence réciproque: dès leur naissance au Moyen Âge, l'État est dans le capitalisme et le capitalisme dans l'État; ensemble ils forment une seule et même entité sociale;

4. L'État représente l'aspect politique de cette entité; son domaine de pouvoir est le territoire, qui sera plus tard national; le capitalisme a la planète pour horizon; il représente l'aspect mondial, il est branché sur l'extérieur du territoire;

5. Le capitalisme s'est confondu avec l'Europe dans son exploration, sa conquête et son exploitation du monde; c'est l'Europe, c'est-à-dire le capitalisme, qui a mis en communication les différentes parties du monde; capitalisme et mondialisation, au fond, c'est la même chose; au XIX^e siècle, elle s'est élargie aux autres "pays neufs" (les rejets européens: USA, Canada ou Australie) pour former l'Occident;

6. Le capitalisme, au fond, c'est la partie mauvaise de l'Europe, celle qui exploite et colonise, celle que nous abhorrons et que nous rejetons moralement, bien que nous soyons européens; nous l'assimilons à une sorte de chimère avide et maléfique à qui nous attribuons la puissance d'expansion de l'Europe; nous la projetons hors de nous et la nommons "capitalisme";

7. Il n'y a de capitalisme que s'il existe une institution qui peut parler et agir en son nom, et qui en fait un "quasi-sujet" (idée proche du "sujet comme si" d'Alain Caillé); faute de cette quasi-subjectivité qui lui donne l'apparence d'un acteur de l'histoire, le capitalisme reste une entité abstraite, un catégorie économique vide, pratico-inerte, sans consistance historique; et ce qui fait du capitalisme un quasi-sujet, c'est l'Etat américain et les dirigeants qui font partie de ce que Stiglitz appelle la "communauté financière mondiale", en fait principalement américaine, car elle est localisée à New York;

8. Ce quasi-sujet exerce un pouvoir; seul ce pouvoir est capable de prendre en charge la régulation de l'économie; à la fois il fait partie de l'économie et est situé en haut de l'économie, dans sa partie supérieure, qui correspond au capitalisme braudélien;

9. Le pouvoir d'une entité sociale est de nature quasi-subjective; il est situé en haut de l'entité, mais n'en est jamais séparé: il plonge en elle par une myriade de racines ramifiées qui lui permettent justement d'exercer ce pouvoir; la frontière est poreuse entre le pouvoir et ce qui n'est pas lui; du haut en bas de l'échelle, on passe insensiblement de sa pointe suprême à sa base; ce qui rend difficiles les tâches de distinction et de définition de l'économiste, du sociologue ou du politologue;

10. L'économie américaine est plus large que l'économie du seul territoire américain, mesurée par son PIB (produit *intérieur* brut); elle se confond presque avec l'économie mondiale tout entière, du fait des prolongements planétaires de ses très grandes entreprises ou firmes multinationales, de ses grandes banques internationales, celles-là mêmes qui sont en difficulté en ce moment: Citigroup, Merrill Lynch, Lehman Brothers, etc.), de ses investisseurs institutionnels et de ses investissements directs à l'étranger; plus de la moitié des firmes multinationales et des zinzins sont d'origine et de culture américaines;

11. L'État fédéral américain (et ses organes économiques, la Fed [Federal Reserve Bank ou banque centrale] et le Trésor (ministère des finances) ainsi que la culture américaine ont une influence, une emprise sur les institutions officielles de l'économie mondiale (FMI, BM, OMC); rien d'important ne se décide sans leur aval;

12. Le pouvoir mondial ne se réduit pas à l'institution "pouvoir des USA" (défini constitutionnellement sur le plan politique – État fédéral - ou juridiquement sur le plan économique – firmes multinationales, grandes banques, etc.; en raison de l'absence de frontière nette séparant le pouvoir de ce dont il est le pouvoir, et en raison des prolongements planétaires des institutions, entreprises et banques américaines; la puissance américaine au sens large peut donc être considérée comme l'instance concrète de pouvoir mondial, même si le monde ne lui obéit pas comme des soldats à leur chef ou même, forcément, la conteste;

13. L'État fédéral américain et ses annexes (Fed, Trésor, FMI) incarne *de fait* le pouvoir quasi-subjectif du monde; c'est lui le régulateur de l'économie mondiale; faute d'instance officielle dûment nommée ou élue, il tient lieu de "régulateur en dernier ressort" des marchés mondiaux, et notamment des marchés financiers; en cas de crise, depuis qu'il a prêté au monde pendant et après la guerre de 14-18, il tient une fonction mondiale de "prêteur en dernier ressort";

14. Le capitalisme mondial n'existe pas sans État mondial qui lui confère un pouvoir et une existence quasi-subjective; et cet État, c'est pour l'instant l'État fédéral américain, même s'il est contesté de toute part, même si on juge inéluctable à terme son remplacement par une autre instance;

15. Il existe deux formes idéal-typiques de l'exercice du pouvoir: le pouvoir par commandement, à l'image du général, du pape ou du secrétaire général du Parti communiste à l'époque stalinienne (pouvoir hiérarchique; image de la pyramide), et le pouvoir par entraînement ou par captage (image du réseau), c'est-à-dire par une combinaison de violence, d'attraction, de séduction et de subjugation (on est subjugué par la violence mais aussi par la fascination); dans l'histoire, les villes-mondes ont dirigé l'économie-monde européenne par captage de l'énergie de ses composantes, mais rarement par violence pure exercée de l'extérieur; une force supérieure assimile, pompe ou capte toujours l'énergie des forces subordonnées et obtient leur reconnaissance; le leadership repose sur cette assimilation, ce captage;

16. Dans l'histoire de l'Occident, depuis l'an mil, le capitalisme (au moins au sens braudélien), a toujours été localisé, situé au centre de l'économie-monde, ou même de ses capitales successives ou "villes-monde": Venise, Anvers, Gênes, Amsterdam, Londres; dans les années 1920, la tête du capitalisme a quitté Londres pour traverser l'Atlantique et s'installer dans une ville bicéphale, New York-Washington; les précédentes capitales européennes avaient été à la fois économiques et politiques;

17. Cette capitale bicéphale des USA est aussi celle du monde; elle héberge la direction des Etats-Unis; mais lorsque le Trésor US nationalise Fanny Mae et Freddie Mac, lorsqu'en 1998 la Fed sauve le LTCM et en 2008 la banque Bear Stearns et AIG pour éviter la propagation planétaire d'une crise de système, ils prennent une décision régulatrice pour le compte de la communauté mondiale, sans être mandatés officiellement pour ça; les élections présidentielles américaines nous concernent, nous passionnent tous comme s'il s'agissait de l'élection par le peuple américain du président du monde, ce qu'il sera effectivement, sinon juridiquement;

18. Dans la mesure où on ne peut distinguer absolument l'économie américaine de l'économie mondiale, ni le pouvoir de ce dont il est le pouvoir, ni la tête du capitalisme de son "corps" planétaire, on peut dire que le capitalisme, c'est les Etats-Unis; il est vrai que le terme "Etats-Unis" est lui aussi une entité fictive, mais son insertion dans les relations internationales, l'existence d'un État reconnu par tous et d'un gouvernement qui peut parler et agir en son nom rend cette existence institutionnelle et quasi-subjective, c'est-à-dire plus ou moins réelle;

19. La crise des subprimes annonce en effet une crise de civilisation; déjà la crise de 1929 était l'ultime soubresaut d'une longue agonie de la "civilisation du XIX^e siècle", comme la nommait Polanyi, ou de la "civilisation libérale", comme dit Hobsbawm (*L'âge des extrêmes*); la civilisation en crise aujourd'hui serait née dans les années 70, ce serait la civilisation de l'âge néo-libéral, dont les promoteurs prétendaient annuler les effets de la "grande transformation" décrite par Polanyi, prohiber les pratiques interventionnistes des États et revenir au marché autorégulateur d'avant 1914, c'est-à-dire au capitalisme libéral;

20. Il n'y a pas deux civilisations, d'une part la civilisation libérale ou néolibérale, et d'autre part une civilisation interventionniste, dirigiste ou "fordiste", comme la nommeraient nos amis régulationnistes (s'ils adoptaient la notion de civilisation), qui a fonctionné de la première guerre mondiale aux années 1970;

21. Il n'y a qu'une seule civilisation, la nôtre, tantôt libérale et tantôt dirigiste; libéralisme et dirigisme sont deux formes d'organisation que la civilisation occidentale contient en puissance depuis le Moyen Âge; tantôt l'une s'actualise plus que l'autre, tantôt l'inverse: elles ne s'opposent pas comme deux entités fermées et séparées, mais sont deux formes sociales complices qui ont besoin l'une de l'autre pour exister;

22. La civilisation mondiale en gestation est dominée par la civilisation occidentale qui a subjugué les autres mais sans les détruire: elle les attire, les influence, les fascine ou au contraire les repousse et suscite leur refus, mais les opposants font en quelque manière partie de ce à quoi ils s'opposent; elle répand sa culture (l'utilitarisme, l'appétit de gain, le «toujours plus», l'individualisme) et sa religion (la religion laïque occidentale, caractérisée par le culte de la démocratie, des droits de l'homme (et de l'individu), de la propriété privée (fondement du marché), et de la raison (source de la science));

23. Il n'y a qu'une seule société mondiale, plurinationale, qui en ce moment même brasse et mélange les sociétés nationales dont les parois sont de plus en plus poreuses; le capitalisme, mondial de naissance il y a mille ans en Europe occidentale, n'est qu'un mot pour désigner l'aspect économique de cette société mondiale; au XIX^e siècle, l'économie-monde européenne a absorbé les autres économies-mondes pour former l'économie mondiale tout court; au XX^e siècle, le socialisme a bloqué pendant 75 ans l'achèvement de cette absorption, mais s'est finalement dissous en elle entre 1978 (ouverture de la Chine) et 1989 (chute du mur de Berlin); depuis lors, l'unification de l'économie mondiale s'accélère jusqu'à ce qu'un jour, peut-être, une nouvelle division l'arrête;

24. Le système capitaliste ne s'effondrera jamais du fait de l'absence de régulation; car il y aura toujours une institution politique pour réguler une crise financière, si grave soit-elle; et quel autre système pourrait le remplacer, après l'échec du socialisme? D'ailleurs, à ce jour, il n'y a pas de candidat, pas de prétendant crédible; tout ce qu'on peut prévoir, c'est que de temps à autre le dirigisme reviendra à la surface: car en profondeur il n'a jamais disparu; le capitalisme condamné à s'effondrer est un mythe; et un mythe ne s'effondre pas, il se dissipe et ressuscite quand on en a besoin;

25. Par contre la société mondiale, elle, peut s'effondrer, si elle ne répond pas au principal défi de notre époque, qui est écologique; sa forme la plus urgente est le défi du réchauffement climatique; et si la réponse juste n'est pas donnée à temps, la société mondiale disparaîtra, et avec elle l'humanité tout entière, c'est-à-dire: nous.